

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 06/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NESTLE WATERS SUPPLY EST

12 BD GARIBALDI
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : S-25-1120RP
Code AIOT : 0100000664

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement NESTLE WATERS SUPPLY EST implanté Lieu-dit La Croix Molard D24 88140 Saint-Ouen-lès-Parey. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite consiste à contrôler la bonne exécution des travaux définis à la suite de la visite d'inspection du 16 mai 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NESTLE WATERS SUPPLY EST
- Lieu-dit La Croix Molard D24 88140 Saint-Ouen-lès-Parey
- Code AIOT : 0100000664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une installation de stockage de déchets industriels mis à l'arrêt dans les années 2000.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Interdiction d'accès	Arrêté Préfectoral du 26/02/1981, article 5	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Couverture finale	Arrêté Préfectoral du 26/02/1981, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'aménagement final de ce site, en post-exploitation est désormais rétabli. L'inspection invite l'exploitant à s'assurer régulièrement de l'intégrité de la clôture et à réparer les éventuelles dégradations dans les plus brefs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/1981, article 5
Thème(s) : Autre, Aménagement du site
Prescription contrôlée : Afin d'en interdire l'accès, la décharge sera entourée d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 m.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 16/05/2023, l'Inspection avait constaté l'absence de clôture au sud de l'installation. Sur site, ce 23/09/2025, l'Inspection atteste de la bonne mise en place d'une clôture Sud. La hauteur minimale de 2m est respectée. Toutefois, l'Inspection constate, coté Nord-Est, deux percées dans le grillage suffisamment importantes pour permettre un passage d'homme. L'Inspection interroge l'exploitant sur les intrusions déjà subies sur le site et l'invite à installer un dispositif de fermeture du portail plus robuste.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous quinzaine, l'exploitant devra rétablir l'interdiction d'accès au site, notamment sur les deux zones identifiées, au Nord-Est à environ 20 m du portail. L'exploitant fournira à l'Inspection les photographies des travaux achevés. En sus, l'exploitant est invité à s'assurer régulièrement de la bonne intégrité et efficacité des dispositifs en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Couverture finale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/1981, article 24
Thème(s) : Autre, aménagement final
Prescription contrôlée : En fin d'exploitation, la décharge sera couverte par 1,5 mètre de matériaux inerte, puis par 0,3 m de terre végétale qui sera ensuite mise en prairie. [...]
Constats : Suite aux visites d'inspection de 2021 et 2023 durant lesquelles des défauts de couverture finale avaient été observés, l'Inspection avait avalisé le plan de rétablissement de la couverture proposé par l'exploitant le 13/06/2023, à savoir recouvrir de 30 cm de terre végétale les deux zones non arborées, définies sur plan (1360 m ² et 1440 m ²), puis les réensemencer à la volée. Sur site, ce 23/09/2025, l'Inspection constate que la partie recouverte d'une nouvelle couche de terre végétale est plus importante que celle initialement prévue : les 2 zones n'en forment qu'une seule élargie, d'une surface d'environ 5000 m ² . L'épaisseur de terre végétale apportée n'appelle pas d'observation particulière. L'exploitant confirme avoir pu accéder à davantage de surface, et indique avoir livré 1750 m ³ de terre végétale. Concernant le semis à volée, l'exploitant précise qu'en raison de la météo pluviale, les engins de chantier n'ont quitté le site que le 22/09/2025. L'opération de réensemencement est donc reportée en fin de semaine. Le 26/09/2025, l'exploitant confirme avoir réalisé le semis à volée : 80 kg de graines d'espèces prairiales ont été mises en œuvre. Au vu des photographies complémentaires transmises, l'Inspection n'émet pas de contestation aux travaux effectués. L'exploitant est invité à s'assurer de la bonne réussite de l'ensemencement durant les mois à venir.
Type de suites proposées : Sans suite